

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme d'habitude, la députée n'est pas tout à fait au courant. Comme je l'ai annoncé publiquement, nous avons déjà entrepris de revoir le programme concernant les employés de maison étrangers. Ce programme constitue une amélioration par rapport au genre d'emplois au bas de l'échelle qui existait avant son entrée en vigueur. Il ne fonctionne pas aussi bien que le souhaiterait le gouvernement, bien qu'il contienne une disposition visant à améliorer la formation et le statut des personnes qui viennent dans notre pays pour travailler comme employés de maison. Je veux améliorer encore ce programme.

• (1450)

Nous avons entrepris de nombreuses consultations avec des organismes d'immigrantes dans tout le Canada, notamment avec deux ou trois organismes de la propre ville de la députée. J'annoncerai des modifications au programme, je l'espère, dans un proche avenir.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, je voudrais dire à la ministre que les groupements féminins écrivent encore à ce sujet et que nous voulons qu'on passe à l'action. Aujourd'hui aurait été une journée idéale pour le faire.

Les immigrantes qui ont besoin de cours de langue pendant qu'elles restent au foyer avec leurs jeunes enfants trouvent que le Programme de cours de langue pour immigrants de son ministère est bon mais qu'il est vraiment trop sélectif et que la formation manque de continuité.

La ministre consultera-t-elle les groupements d'immigrantes à ce sujet et adoptera-t-elle des lignes directrices qui rendront cet important programme plus efficace?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je répète que c'est un programme qui a été mis sur pied par le gouvernement actuel. Les cours de langue pour les femmes qui restent à la maison n'existaient pas auparavant. Le programme a été créé à titre de projet-pilote et il est en train de devenir permanent grâce à des crédits supplémentaires. Comme nous l'avons fait depuis le début, nous consulterons les groupements d'immigrantes de tout le Canada afin de continuer à l'améliorer.

Je me permets de rappeler à la députée que les programmes destinés aux femmes, notamment les immigrantes et celles qui appartiennent à des groupements doublement désavantagés, ne sont pas des bannières que l'on arbore pendant la Journée internationale de la femme. Ce sont des activités qui se poursuivent jour après jour, tout au long de l'année.

Questions orales

L'ÉGALITÉ DE LA FEMME

M. Greg Thompson (Carleton-Charlotte): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre responsable de la situation de la femme. Depuis 1984, les Canadiennes se sont tournées vers le gouvernement pour atteindre un plus haut niveau d'égalité et d'équité dans notre société. La ministre peut-elle énumérer à la Chambre les mesures que le gouvernement a prises et les initiatives qu'elle entend lancer pour aider les Canadiennes à obtenir l'égalité qu'elles désirent et méritent?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, c'est une question très intéressante. Malheureusement, il me faudrait une heure pour décrire les mesures que le gouvernement a prises et prendra à l'avenir pour garantir l'égalité à tous.

Permettez-moi simplement de mentionner quelques initiatives prises depuis cinq ans, auxquelles j'ai participé et que, à titre de députée, j'estime extrêmement importantes. Il y a les modifications apportées à la Loi sur les Indiens qui rendent leurs droits aux femmes autochtones. Il y a aussi les modifications apportées à la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances familiales qui permettent de rechercher ceux qui abandonnent leur famille. Nous avons également mis sur pied le programme d'équité en matière d'emploi. Aujourd'hui, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a fait le point sur les projets concernant les immigrantes.

Le gouvernement a proposé une multitude d'initiatives, de mesures législatives et de programmes visant l'égalité des femmes dans notre société et il continuera de le faire.

* * *

LA COMMISSION DU HAVRE DE HAMILTON

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Hier, le ministre a demandé les faits. Eh bien, ils sont clairs et ont été dévoilés publiquement. Le président de la Commission du havre de Hamilton, M. Peter Lush, admet qu'il est en situation de conflit d'intérêts. Il a déclaré qu'il ne serait pas devenu commissaire s'il avait su qu'il devait renoncer aux mandats de vente qu'il possédait en exclusivité et auxquelles la Commission du port s'intéressait.